



**ARRÊTÉ**

Portant décision après examen au cas par cas  
de la demande enregistrée sous le numéro F02421P0113  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

La Préfète de la région Centre-Val de Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°21-055 du 1<sup>er</sup> mars 2021 portant délégation de signature de la préfète de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

**VU** la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02421P0113 relative à la régularisation d'un prélèvement existant d'eau souterraine au droit d'un captage en eau potable à Desmonts (45) reçue complète le 9 juin 2021 ;

**VU** la décision tacite, née le 15 juillet 2021, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

**VU** l'avis de l'agence régionale de santé du 2 juillet 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet en la régularisation d'un prélèvement existant d'eau souterraine au droit du captage d'alimentation en eau potable de la commune de Desmonts (45) ;

**CONSIDÉRANT** que le captage est profond de 105,5 m et vise la nappe des calcaires de Beauce à un débit de 15 m<sup>3</sup>/h ;

**CONSIDÉRANT** que le projet relève des catégories 17°b) et 27 du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux consisteront en la réhabilitation du forage par remisage pour isoler la nappe captée des eaux parasites ;

**CONSIDÉRANT** que le projet fera l'objet d'une demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau ;

**CONSIDÉRANT** que le projet fera également l'objet d'une demande d'autorisation au titre du Code de la Santé Publique ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est situé à plus de 4 km du site Natura 2000 « Vallée de l'Essonne et vallons voisins » le plus proche et n'est pas susceptible de remettre en cause l'état de conservation de celui-ci ;

**CONSIDÉRANT** ainsi que le projet n'est pas susceptible d'avoir, sur l'environnement ou la santé humaine, d'autres incidences notables que celles qui seront étudiées et précisées dans le cadre des procédures sus-mentionnées ;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : La décision tacite, née le 15 juillet 2021, soumettant à évaluation environnementale la régularisation d'un prélèvement existant d'eau souterraine au droit du captage d'alimentation en eau potable de la commune de Desmonts (45) est annulée.

**ARTICLE 2** : La régularisation d'un prélèvement existant d'eau souterraine au droit du captage d'alimentation en eau potable de la commune de Desmonts (45) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

**ARTICLE 4** : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le  
Pour la Préfète de la région  
Centre-Val de Loire et par délégation, le  
directeur régional de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à : **Mme. la Préfète de la région Centre-Val de Loire**  
Secrétariat général pour les affaires régionales  
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;
- un **recours hiérarchique**, adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;
- un **recours contentieux**, en saisissant le **tribunal administratif**  
28, rue de la Bretonnerie  
45057 ORLEANS CEDEX 1.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet :**  
[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans les deux premiers cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.  
Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.